

**Vœu sur la Révision Générale des Politiques Publiques
et la remise en cause des services publics**

**présenté par le groupe socialiste, radical, citoyen et apparentés,
le groupe communiste et partenaires,
le groupe verts et apparentés**

**Assemblée plénière du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur
4 juillet 2008**

Le gouvernement a engagé le 20 juin 2007 une Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), dans le but affiché de « maîtriser et rationaliser les dépenses publiques tout en améliorant la qualité des politiques publiques ». Mais en fait d'amélioration de la qualité des services publics, l'action du gouvernement, guidée par des critères strictement comptables, s'apparente plutôt à un désengagement massif conduisant à un « déménagement » des territoires, ainsi qu'à une profonde remise en cause de nos services publics et de notre modèle social et républicain.

En effet, la RGPP, et particulièrement sa déclinaison locale avec la réforme de l'administration territoriale de l'Etat, met en danger l'exercice des missions de service public, et donc le lien citoyen qui relie la collectivité à l'Etat. Les suppressions d'emplois, les fermetures d'implantations administratives, les concentrations de services projetés remettent en cause la qualité de l'accueil et l'égalité d'accès et de traitement des usagers, contribuables et citoyens.

Les évolutions de même nature que la RGPP envisagées par ailleurs, come la fusion entre la Direction générale des impôts et celle de la Comptabilité publique, sont tout autant porteuses de dangers pour la qualité du service rendu à l'utilisateur et aux partenaires institutionnels.

Par ailleurs, les projets de modification statutaires des agents des trois fonctions publiques suscitent des interrogations quant à la manière d'assurer les missions de service public. Ces projets sont une atteinte aux principes démocratiques de la fonction publique et de la République Française.

Enfin, il faut souligner que toutes ces décisions, lourdes de conséquences pour les collectivités territoriales, sont prises sans qu'un véritable dialogue ne soit instauré avec les intéressées. Le rapport Lambert a été rédigé après 5 séances de travail à peine, alors qu'il contient des propositions mettant à mal le principe d'autonomie des collectivités locales. Quant à la Conférence Nationale des Exécutifs, elle n'a plus jamais été réunie depuis le mois d'octobre 2007, c'est-à-dire depuis son installation par le gouvernement, qui l'avait pourtant présentée comme une instance de dialogue régulier entre l'Etat et les collectivités locales.

C'est pourquoi le Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur s'adresse au gouvernement, ainsi qu'aux représentants de l'Etat en région et dans les départements, pour surseoir aux restructurations des services déconcentrés de l'Etat et plus largement dans l'ensemble des services publics.

Le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite en outre l'organisation d'un vaste débat public, sous forme d'états généraux de la décentralisation, sur les périmètres des missions et des services publics dévolus à chaque niveau, débat associant les citoyens, les élus locaux et les organisations syndicales représentatives.